

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.419

16 septembre 1997

(97-3638)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>FRANCE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de l'emploi et de la solidarité Direction générale de la santé Sous-Direction de la veille sanitaire 8, avenue de Ségur 75350 PARIS L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [x], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Séparateur d'amalgame
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté relatif à l'élimination des déchets d'amalgame issus des cabinets dentaires
6.	Teneur: L'objectif poursuivi par ces mesures réglementaires est de permettre la bonne élimination des déchets d'amalgame en provenance des cabinets dentaires. Les eaux usées contenant des déchets d'amalgame ne pourront être rejetées dans le réseau d'assainissement qu'après passage dans un séparateur d'amalgame. Ce séparateur doit retenir, quelles que soient les conditions de débit, 95 pour cent au moins en poids de l'amalgame contenu dans les eaux usées. Ce rendement est celui qui sera fixé par la norme ISO WD 11 143 qui est sur le point d'être adoptée. L'estimation des rejets de mercure issus actuellement des cabinets dentaires est de l'ordre de 10 tonnes. Outre l'obligation de récupération, l'arrêté précise les modalités de collecte et de traitement des déchets d'amalgame qui sont détaillées dans les différentes annexes. Le délai d'installation des séparateurs a été fixé à trois ans.

./.

8. Documents pertinents:

- le code de la santé publique, notamment les articles R5152 et R5161;
- la Loi n° 75-763 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux;
- la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement;
- la Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau modifiée;
- le Décret n° 67-671 du 22 juillet 1967 modifié par le Décret n° 94-500 du 15 juin 1994 portant code de déontologie des chirurgiens-dentistes;
- le Décret n° 95-1000 du 6 septembre 1995 portant code de déontologie médicale;
- le Décret n° 95-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux;
- l'Arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage de substances;
- l'Arrêté du 5 décembre 1996 relatif au transport des marchandises dangereuses par route.

9. Date projetée pour l'adoption: }
Date projetée pour l'entrée en vigueur: } Fin 1997

11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme:

CINORTECH
Mme Vaquier (AFNOR) - Tour Europe
92049 Paris La Défense